

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ETRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du



CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

Comment sortir de l'Union Soviétique	***
Dix ans après	Mirza BALA
Ce qu'il faut entendre par « basmatchestvo »	Tchokaï OGHLY
L'idéologie du plan quinquennal	I. TCHOULIK
En Ukraine	D. BAUG
La Confédération du Caucase et l'union des peuples opprimés	D. Seid AHMED
Réunions « Prométhée »	***
Revue de la Presse : <i>La Pique Cosaque</i> . — <i>Fidélité au drapeau national</i>	

CHRONIQUE

Géorgie. — Azerbaïdjan. — Caucase du Nord. — Ukraine.

DIRECTION & ADMINISTRATION :
4, Villa Malakof — PARIS (16°)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Comment sortir de l'Union soviétique

Dix ans sont passés depuis que la Constitution de l'Union soviétique a été adopté par le III^e Congrès Panrusse des Soviets, et l'on sait de quel fracas étourdissant fut accompagné cet acte, de quels roulements de tambour et de bruit de trompette il fut annoncé au monde. Au dire de ces promoteurs, on allait voir quelque chose de nouveau, absolument inconnu jusqu'à ce jour dans l'histoire de l'humanité, quelque chose qui devait donner une nouvelle orientation à l'évolution du monde et lui imprimer une nouvelle structure nationale et sociale. De quoi s'agissait-il donc ?

Eh bien, voici en quels termes Staline en donnait la précision : « La volonté librement exprimée des peuples de Russie, d'Ukraine, de Russie-Blanche et du Caucase, disait-il, qui tous ont décidé à l'unanimité de créer l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, est un gage pour que l'Union soit une association libre de peuples, égaux en droit. » Et il ajoutait : « Le droit d'entrée et de sortie de l'Union est garanti pour toutes les Républiques existantes, aussi bien que pour toutes celles qui seront créées à l'avenir. »

Et voici qu'à présent, à l'occasion du dixième anniversaire de la Constitution, les journaux soviétiques sont remplis d'articles dithyrambiques à l'adresse des grands hommes qui, en créant l'Union soviétique, ont donné la mesure de leur génie. M. Enoukidzé, l'un des créateurs de cette Constitution, écrit : « Voici dix ans que le pouvoir soviétique poursuit sans défaillance la réalisation des principes de solidarité et de collaboration fraternelles des peuples dont doivent s'inspirer tous les organes de la fédération soviétique. Ces principes consistent dans l'égalité et la souveraineté des peuples de Russie, ainsi que dans leur droit de disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris la séparation et la constitution d'un Etat indépendant. »

Fort bien. Il existe même dans la Constitution soviétique tout un chapitre intitulé : « Droit de souveraineté des Républiques alliées », dont l'article 4 est ainsi conçu : « Pour chaque République alliée, le droit de libre sortie de l'Union est réservé. »

Mais, du principe à son application, il y a loin !

Tout d'abord, les Républiques-membres de l'Union soviétique n'ont jamais exprimé le moindre désir de faire partie de cette « Union ». Elles y furent contraintes par le fer et par le feu. Est-il besoin d'insister sur

ce fait ? L'histoire de la révolution russe n'est-elle point suffisamment connue dans ses détails ? A-t-on oublié que les bolcheviks ayant déclenché la guerre civile se mirent à bouleverser toute la vie nationale et sociale de la Russie proprement dite, tandis que les autres peuples, les peuples non-russes, s'empressaient de se constituer en Etats indépendants et de se préserver du fléau moscovite. L'Ukraine, le Caucase et le Turkestan affirmèrent tour à tour leur volonté de rester libres et de barrer la route à toute tentative d'anarchie. Et sait-on quelle fut l'attitude des bolcheviks aussitôt après qu'ils se furent emparés du pouvoir en Russie ? Sait-on comment ils respectèrent la liberté des peuples, de ceux-là même qui venaient de briser le joug de l'esclavage ?... Ils les envahirent..., ils les brisèrent et les plièrent de nouveau sous la domination russe. Et lorsque Staline, Enoukidzé et *tutti quanti* viennent aujourd'hui nous parler de l'Union soviétique comme d'une libre association de peuples, ils mentent effrontément, ils mentent sans vergogne.

* * *

Mais examinons la question d'un peu plus près, et jetons un regard sur la Géorgie dont le cas est on ne peut plus édifiant.

Nul n'ignore qu'en 1918 eut lieu un véritable plébiscite sur la question aussi grave que celle de la rupture d'avec la Russie, car c'est justement cette question qui avait été posée aux élections générales pour l'Assemblée Constituante. « La Géorgie est un Etat indépendant », disait la déclaration du Conseil National et c'est cette déclaration qui avait été soumise à l'approbation de la Nation toute entière. Et la Nation se prononça avec calme et sagesse. Jamais un pourcentage aussi élevé d'électeurs n'avait voté. Dans certaines circonscriptions, ce pourcentage atteignit 90 %, et la moyenne dépassa certainement 80 % dans le pays. Le peuple fut donc unanime sur une question aussi vitale pour sa destinée future. Voilà donc la volonté nationale librement exprimée. C'est peut-être ce qui détermina le Gouvernement de Moscou à conclure avec la Géorgie un traité, celui du 7 mai 1920, dans lequel la Russie « reconnaissait sans réserve la souveraineté du peuple géorgien, renonçant à toute prétention sur le territoire géorgien », mais cela ne l'empêcha point de lancer traîtreusement ses hordes sur le pays et de le placer sous une occupation militaire. Où est donc le fameux principe d'auto-détermination des peuples dont Moscou ne cesse de nous rabattre les oreilles ?

« Suffrage universel, participation des femmes, représentation proportionnelle... bêtise que tout cela ! nous disent les bolcheviks. La volonté nationale d'un peuple doit céder le pas au mouvement prolétarien ! »

Très bien. Acceptons un moment cette thèse et voyons ce qui se passa en Géorgie.

Après son occupation, le pays fut naturellement bien vite prolétarisé, et cette prolétarianisation marcha d'autant plus vite qu'on eut recours aux méthodes que l'on sait. Le peuple prolétaire, muselé et réduit en esclavage, prit les armes. A l'horrible expérience nationale et sociale qui venait d'être tentée, le peuple répond par des soulèvements successifs qui, en 1924, prennent une ampleur terrifiante. Mais l'armée rouge est largement munie de tanks et de mitrailleuses dernier modèle, et la population suc-combe dans une lutte inégale et sanglante : 6.000 combattants « prolétariens », lâchement fusillés aussitôt qu'ils déposèrent les armes, expièrent

leur audace, celle d'avoir rappelé au Gouvernement de Moscou que l'article 4 figure toujours dans la Constitution de l'Union soviétique.

Il serait injuste de dire que seule la Géorgie soit « prolétarisée » et qu'elle soit la seule des Républiques aux prises avec la tyrannie moscovite. La même lutte se déroule en Azerbaïdjan, au Caucase du Nord, en Ukraine, au Turkestan. Partout les peuples opprimés font entendre leur volonté, à défaut d'autres moyens, par le cliquetis des armes. Mais le Gouvernement de Moscou reste intransigeant et implacable. Il considère que tous ces soulèvements, que tous ces sacrifices ne disent rien qui vaille, étant tous entachés de tendance bourgeoise et contre-révolutionnaire. « Le peuple, affirment les bolcheviks, ne comprend pas ses propres intérêts, il ne peut marcher tout seul, il a besoin d'un guide, et ce guide c'est le parti communiste. La volonté nationale ne saurait être exprimée autrement que par le parti communiste, seul qualifié pour diriger les destinées du pays. »

Fort bien, acceptons encore cette thèse, si absurde soit-elle.

On connaît la méthode du gouvernement soviétique. C'est le parti communiste qui détient tout le pouvoir en Russie. Dans chaque République de l'Union, il forme une élite de communistes locaux et lui confie la direction des affaires publiques. De cette manière, chaque République donne l'apparence d'être gouvernée par ses propres nationaux. C'est ainsi que les organes du pouvoir en Ukraine sont dans les mains des Ukrainiens, en Azerbaïdjan dans les mains des Azerbaïdjanis et ainsi de suite. Il en est de même en Géorgie : le gouvernement y a toujours été composé de Géorgiens, formés bien entendu à l'école moscovite et dévoués corps et âme à ses visées impérialistes. Leur nombre, il est vrai, n'a jamais été bien grand, quelques dizaines tout au plus, mais c'était tout de même suffisant pour donner l'impression d'un gouvernement « national » et pour servir de base à « une collaboration fraternelle » avec Moscou.

Mais voici que subitement l'on nous annonce un coup de théâtre. Le gouvernement « national » de Géorgie vient d'être dissous et dispersé. Voici du reste ce qu'on nous écrit de Tiflis :

« *Tsintsadzé*, ancien président du Guépéou, est relégué en Sibérie; *Kavtaradzé*, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, est déporté en Russie, et jeté en prison à Tambov; *Kvirkéliâ*, commissaire du peuple aux Affaires intérieures, est relégué au Turkestan; *Doumbadzé*, président du Conseil municipal de Tiflis et membre du Comité Central, est déporté au Turkestan; *Kartvelichvili*, secrétaire du Comité Central, est envoyé en Russie; *Kakhiani*, secrétaire général du Parti communiste, est déporté au Turkestan; *Kvantaliani*, ancien président du Guépéou, est relégué on ne sait où... Plusieurs membres du Parti sont arrêtés... »

Quel est donc le crime qu'on reproche à cette « élite intellectuelle » de la Géorgie soviétisée ? La correspondance, saisissante dans sa brièveté, qu'on lira dans la chronique nous l'apprend. Il paraît que le parti communiste géorgien, composé d'anciens amis et collaborateurs de Staline lui-même, ne pouvaient plus tenir et malgré leur fidélité inébranlable à la doctrine communiste, ils décidèrent de proclamer la séparation de la République Socialiste Soviétique de Géorgie d'avec l'Union soviétique. Témoins oculaires de la détresse du pays et alarmés par la misère et la famine qui y sévissent, ils avaient eu le courage d'essayer de rompre les



liens qui menacent d'extermination tout un peuple... mais à peine prise, la résolution fut immédiatement connue à Moscou où elle produisit l'effet d'une bombe.

Comment ? C'est le parti communiste qui se fait maintenant l'interprète de la volonté nationale ? Quel scandale ! Moscou s'indigna et lança ses foudres... sans bruit d'ailleurs. Les bolcheviks géorgiens, accusés d'avoir commis une « déviation de la ligne générale du parti » sont balayés de l'horizon de Géorgie. Il ne reste maintenant, au sein du gouvernement « national » du pays, que le jeune *Beria* et le vieux bolchevik *Makharadzé*; tous deux ont conservé le pouvoir; on devine à quel prix !

Voilà donc les seuls moyens qu'il soit humainement possible d'utiliser afin de faire jouer l'article 4 de la Constitution : on a le résultat d'un suffrage universel, on a des soulèvements successifs de peuples « librement associés » et enfin la décision unanime du parti communiste d'une République Socialiste Soviétique. Quoi donc encore ? Que faut-il de plus pour ouvrir la porte du paradis et pour en sortir sain et sauf ?...

*
**

Staline, ce chef infailible qui éclaircit souvent les ténèbres de la doctrine communiste et lui apporte la lumière du Saint-Esprit avec lequel, seul, il se trouve en communication directe, ferait bien, dans sa ferveur apostolique, de lancer une encyclique dans laquelle il répondrait à un certain nombre de questions qui se posent d'une façon toute naturelle, à savoir : le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes conserve-t-il encore quelque valeur dans la doctrine communiste ? Pourrait-il nous dire par quel moyen un peuple, faisant partie de l'Union Soviétique, pourrait en sortir ? A qui et par quel organe pourrait-on signifier sa volonté sans courir le risque de s'attirer toutes sortes de représailles ?

Ces questions ne sont pas vaines. On sait que la propagande soviétique à l'étranger redouble d'efforts pour faire croire aux peuples d'Asie et même d'Europe que l'Union soviétique est une association libre de peuples égaux en droit en même temps qu'une garantie solide pour leur développement moral et intellectuel. Il est des peuples qui tournent peut-être leurs regards vers Moscou, non sans l'espoir d'y trouver quelque aide morale ou matérielle pour la réalisation de leur idéal de liberté. Ne serait-il pas dans l'intérêt même de Moscou de ne pas décevoir cet espoir ? Il suffirait, en quelques mots, d'expliquer, ne serait-ce que la procédure : comment s'y prendre pour bénéficier du droit solennellement proclamé, prévu et garanti à tous les peuples par la Constitution même de l'Union ?... Sans cet acte, à la fois si simple et si inoffensif, le spectacle n'est guère encourageant : n'entend-on pas toujours, venant de l'intérieur du pays, le fracas des batailles ? Ne parle-t-on pas de l'esclavage rétabli et de l'exploitation éhontée des peuples ? Ne voit-on pas sur les bords du Dniester ou de l'Araxe, des foules de fuyards ? Et tous ces rescapés, dont les récits sur la situation actuelle du pays font frémir d'horreur jusqu'aux amis des Soviets ?... Pourquoi ne pas mettre un terme à tout cela ? pourquoi ne pas dissiper cette fumée de calomnie et de malveillance dont on entoure l'Union soviétique et, par cela même, montrer la porte du paradis, non seulement pour y entrer, mais aussi pour en sortir.

* * *

DIX ANS APRÈS

Il arrive ce qui devait arriver ! il ne pouvait en être autrement.

La *Pravda* de Moscou consacre un article au 10^e anniversaire de « l'Union soviétique », insistant sur le fait qu'une ardente lutte se livre en ce moment à l'intérieur de l'Union entre Russes et non-Russes, que cette lutte prend un caractère de gravité exceptionnelle et qu'entre ces deux camps irréconciliables existe une profonde haine.

La *Pravda* déclare que les Grands-Russiens veulent en finir avec les « *républiques sœurs* » faisant partie de l'U.R.S.S. et qu'ils comptent bien les absorber.

De leur côté, les nationalistes non-Russes s'efforcent de quitter « l'Union soviétique » et de se libérer de la tyrannie grande-russienne pour former leur propre *Etat national*.

Il convient de souligner le fait dont parle la *Pravda*, c'est-à-dire que parmi les communistes de Grande-Russie règne un esprit *chauvin* et *impérialiste*, alors que parmi les communistes des républiques à éléments non-Russes règne un esprit *séparatiste* et le désir de quitter l'« Union ». Entre ces deux camps également hostiles, règnent, comme nous l'avons dit, des rapports plus que tendus.

Les communistes grands-russiens, épaulés par les baïonnettes de l'armée rouge, se proposent d'effacer de la carte l'U.R.S.S., de supprimer les fictives républiques sœurs, dites nationales, et de donner à cet ensemble le nom de « Russie Soviétique » tout court. Ils disent : A quoi bon, en réalité, l'inutile « indépendance politique-nationale de ces peuples » ?

Là, en effet, n'est pas la question ; elle réside en ce que les communistes russes reconnaissent parfaitement qu'en dépit de « l'indépendance » octroyée à ces peuples, toute fictive évidemment et sous la complète dépendance de Moscou, les dits peuples ne sauraient s'en accommoder. Chacune de ces nations est bien vivante, chacune d'elle garde, dans la mesure où elle lui est accordée, son indépendance, attendant le moment où il lui sera possible de renverser cet *impérialisme rouge* déjà pourri et reconquérir son indépendance perdue.

De fait, il en est bien ainsi, attendu que ces peuples, depuis longtemps déjà, ont pleine conscience de leur propre personnalité. La conscience nationale est à ce point puissante que ces peuples se refusent à mourir et que pour se créer leur propre foyer dans les limites de leurs frontières nationales, ils sont prêts à tous les sacrifices.

La nation dominante, en la personne des Grands-Russiens, voyant un tel état d'esprit parmi les peuples non-Russes, renforce les moyens répressifs et s'empresse de recourir à la tyrannie primitive : à la déportation, aux arrestations, aux fusillades des adultes. Quant aux enfants, on a recours à une politique de russification et à l'introduction dans leur âme de ferments de haine envers leurs chefs qui mènent la lutte contre les oppresseurs rouges.

Contre la politique agressive de Moscou, les peuples opprimés s'unissent ; toutes les classes, y compris les communistes, se groupent pour lutter contre les agresseurs. La *Pravda* signale le renforcement du séparatisme



en Ukraine, au Caucase, au Turkestan et en d'autres régions. Et ce séparatisme, d'après la *Pravda*, n'aurait point de meilleurs propagateurs que les communistes locaux. L'expression de la *Pravda* « et en d'autres régions » signifie la Russie-Blanche, la Crimée, l'Idel-Oural, la Sibérie... L'on peut dire que l'idée de séparatisme hante les cerveaux de la plus grande partie de la population de l'Union soviétique et qu'elle englobe les trois quarts de son territoire.

Les territoires avec lesquels les séparatistes voudraient créer des Etats indépendants constituent des bases aussi bien dans le domaine industriel que dans le domaine agricole, pour les besoins de l'impérialisme rouge ou noir russe. Qu'on lui enlève ces ressources et, dès lors, il cesse d'être dangereux aussi bien pour les peuples opprimés de l'Union que pour tout le monde civilisé. Peut-on nier que l'Ukraine est le grenier d'une bonne moitié de l'Europe et qu'avec une exploitation intensive des terres, ce pays pourrait nourrir l'Europe entière. La culture du coton au Turkestan est suffisante pour permettre aux peuples qui l'habitent de se développer et de devenir un pont entre l'Europe et l'Extrême-Orient.

Qui pourrait contester aujourd'hui l'importance politique du Caucase et le rôle considérable du naphte dans l'économie mondiale ?

Les peuples qui habitent ces contrées sont supérieurs par leur culture au peuple russe et cela se conçoit, puisque depuis longtemps déjà ils sont entrés dans l'orbite de la civilisation générale de l'humanité et qu'ils y ont apporté leur part. Et quant au peuple russe, il ne fait que commencer à se développer et il devra parcourir encore un long stade de développement avant d'atteindre le degré de civilisation des peuples opprimés de l'ancienne Russie.

Il convient de souligner ici que démocratisme et nationalisme en tant que principes ont été depuis longtemps l'objet d'une assimilation par les dits peuples opprimés et que personne désormais ne pourra arrêter leur mouvement de lutte pour leur libération. La *Pravda* elle-même ne peut passer sous silence l'existence du mouvement national qui de plus en plus embrasse la masse des peuples opprimés dans les limites de l'Union Soviétique, si bien qu'effrayée de son envergure, elle jette un cri d'alarme.

La sauvegarde de l'Union soviétique, dit cet organe, est nécessaire pour « consolider le socialisme » en Russie et pour la victoire de la « révolution mondiale ». Poursuivant, la *Pravda* ne cache point ses craintes en ce qui concerne le coup formidable que porterait à la dictature du prolétariat, en Russie même, l'effondrement de l'Union soviétique.

Nous ne voulons point répéter ici ce que représente l'Union soviétique, pas plus que ce qu'elle est par elle-même; de cela point n'est besoin, attendu que devant nous se dressent les perspectives d'événements gros de conséquences, tout d'abord le mouvement national des peuples asservis contre le régime soviétique, au nom du rétablissement d'un régime plus conforme à leur idéal.

Le « camarade » Staline donna, il y a dix ans, une définition de la Confédération soviétique, laquelle contenait de nombreuses contradictions et pas mal d'erreurs, mais les savants soviétiques s'empressèrent de donner au discours du dictateur un caractère scientifique en même temps qu'ils se mirent à construire de nouvelles théories pour justifier les déclarations de M. Staline.

D'après M. Staline, ce seraient les *facteurs militaires* qui auraient

donné la vie à l'Union soviétique, en même temps que des facteurs d'ordre politico-économiques. Du moment que l'ancien Empire Russe, dit M. Staline, présentait un tout économique, que le régime au Turkestan, au Caucase, en Ukraine, en Russie soviétique est partout le même, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, que sur tous ces Etats s'étend la menace du régime capitaliste, ces Etats sont tenus de s'unir autour de l'intérêt général et de former un *Etat unifié*. Le dictateur actuel du Kremlin soulignait encore à l'époque la présence de certaines difficultés pour former cette union. Il faisait notamment remarquer qu'au Turkestan, pas plus qu'au Caucase, la classe ouvrière n'existe pas parmi la population de ces pays; que le seul prolétariat existant dans ces pays était constitué par les Russes. La proclamation de la dictature du prolétariat dans ces pays ne pouvait être que la dictature de l'élément russe. M. Staline souligna encore combien était anormal l'Union d'un si grand peuple comme les Russes (environ 80 millions) avec les petits peuples du Caucase et autres.

Mais ce n'est pas tout : c'est lui encore qui, il y a dix ans, a dit que *l'esprit de l'impérialisme est encore profondément ancré dans le cœur du peuple russe*, et il en montra le danger pour l'Union; il le vit à l'époque et il en conçut quelque crainte pour « l'Union ».

Les événements qui suivirent montrèrent par la suite que cette « Union » ne devait-être en fin de compte qu'une *occupation par la Russie Rouge des territoires d'autres peuples qui s'étaient déjà rendus indépendants*, plus exactement l'occupation militaire et l'annexion pure et simple à la Russie, du Caucase, de l'Ukraine, du Turkestan, etc... Et, pour justifier cette occupation, on imagina une constitution applicable à l'« Union soviétique ». Que signifiait donc, d'après M. Staline, « l'intérêt général » ? Les événements et les faits démontrent aujourd'hui que sa signification n'avait d'autre but pour Moscou que de piller les pays de la périphérie et que d'exploiter par des moyens illicites leurs richesses naturelles, si bien que le Turkestan, le Caucase et l'Ukraine sont laissés sans un morceau de pain et que la population de ces pays est menacée de mourir de faim.

Du fait de la structure économique actuelle, les peuples sont liés entre eux; ils ne peuvent vivre isolés; nous le concevons fort bien. Mais il est possible de soutenir et de développer ces liens parallèlement avec la reconnaissance de la liberté nationale réciproque comme partout ailleurs. Deux ou plusieurs Etats peuvent constituer une union économique et respecter en même temps leur indépendance réciproque. Il semble bien qu'il pourrait en être ainsi dans le domaine économique et la Russie pourrait bien trouver un *modus vivendi* avec les peuples non-Russes sans qu'il soit nécessaire de transformer ces pays en abattoirs et de verser inutilement un sang précieux.

Personne ne doute aujourd'hui que Moscou ait été sincère lorsque, il y a dix ans, la question de la formation d'une « Union soviétique » fut posée. Elle reconnut, à l'époque, nominalement seulement, la liberté des républiques nationales, mais en réalité il n'y eut aucune liberté. Aujourd'hui, après dix années de domination *de fait*, Moscou prétend s'attribuer le droit de légaliser l'unification des pays de la périphérie avec le centre. *Le fait crée le droit*. C'est ce que n'ignorent point les juristes soviétiques.

Dix années durant, les impérialistes moscovites ont peu à peu mis leur main sur la compétence des républiques nationales, que la Constitution de l'Union elle-même avait mis à leur disposition. Après une durée de dix

ans, le pouvoir national a été arraché des mains des communistes locaux et remis tout d'abord aux mains des tchékistes locaux, soumis à Moscou pour disparaître à leur tour. De nos jours, le Caucase, le Turkestan, l'Ukraine, sont gouvernés par la Tcheka à laquelle des pouvoirs illimités ont été accordés, un droit de vie et de mort sur la population de ces pays.

Voilà bien comment les communistes sont restés fidèles à leur principe d'autodisposition des peuples !

MIRZA BALA.

Ce qu'il faut entendre par *Basmatchestvo*

(A l'occasion du 15^e anniversaire de son apparition)

Que faut-il entendre par « basmatchestvo » ? A quelle époque ce mouvement a-t-il commencé ? Qu'est-ce qui l'a suscité ? Quel est le caractère social des forces qui le constituent et qui le soutiennent ? Autant de questions auxquelles nous allons essayer de répondre avec le plus de clarté et d'objectivité possibles.

Il nous semble d'autant plus nécessaire de traiter la question du mouvement des « basmatchis » dans les colonnes de la revue *Prométhée*, que bien peu de ceux qui ont entendu parler de ce mouvement possèdent une idée bien nette de ce qu'il est en réalité. La presse soviétique, celle plus particulièrement des dernières années, a maintes fois parlé de « basmatchestvo », s'efforçant de lui donner une teinte de « mouvement de classe ». Dans la littérature européenne, on ne trouve que très peu de choses sur cette question. Les deux seules sources que nous puissions signaler sont la brochure de M. Joseph Castagné, intitulée *Les Basmatchis* (Edition Ernest Leroux, Paris, 1925) et notre article *The Basmaji movement in Turkestan*, paru dans *The Asiatic Review* de Londres (avril 1928).

L'existence d'autres sources, en dehors de celles que nous venons de citer ne nous est pas connue. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il serait intéressant pour les nombreux lecteurs de *Prométhée* de savoir ce que c'est que les « basmatchis ».

Le sens exact du mot turk « basmatchi » est simplement celui de « bandit ». C'est sous ce vocable que les bolcheviks désignèrent les premiers insurgés du Turkestan qui eurent le courage de lutter contre la dictature bolcheviste dans ce pays. On donne bien, pendant la guerre, le nom de « bandes » aux ennemis qui attaquent les détachements de l'armée régulière. Les insurgés du Turkestan ne disposaient d'aucun moyen pour réfuter cette appellation qui, au cours de la lutte contre les bandits rouges, n'allait pas tarder, aux yeux du peuple, de perdre sa signification péjorative pour revêtir celle de « champion dans la lutte contre l'agresseur ». L'histoire abonde en exemples de cette nature, et cela ne doit pas nous étonner.

La date exacte de l'apparition de ce qu'on appelle le « mouvement des basmatchis » nous est connue. Dans la chronique des événements de 1918 que publiait le journal de Tachkent, *Kommounistitcheskaïa Muisl*

(N° 5, 1927), on trouve le communiqué suivant, basé sur les données du journal officiel bolchevik *Nacha Gazeta* :

« 20 Février. Province du Ferghana. — A Kokand, le Gouvernement autonome a été complètement liquidé. Les troupes qui soutenaient le Gouvernement de Kokand sont en partie désarmées. *Les détachements qui ont pris la fuite vont servir de base au mouvement politique des basmatchis.* »

En effet, le mouvement des basmatchis a bien pris naissance au moment de la chute du Gouvernement autonome de Kokand qui, malgré sa faiblesse, apportait cependant quelques espoirs en donnant libre cours aux aspirations nationales du Turkestan. L'écrasement de ce Gouvernement et les atrocités bolchevistes qui suivirent et dont la population du Turkestan eut tant à souffrir, mirent le pays sous la coupe du pouvoir soviétique. Or ce pouvoir, déjà en novembre 1917, avait refusé aux Turkestaniens, au Congrès des Soviets du Turkestan, de leur reconnaître le droit de prendre part à l'administration du pays et d'avoir même des représentants au sein du Gouvernement révolutionnaire. Il en résulta un soulèvement général.

Qu'il nous soit permis de citer le témoignage du bolchevik Georges Safarov, qui fait autorité dans les milieux soviétiques du Turkestan et qui est l'auteur d'un intéressant ouvrage intitulé *La Révolution Coloniale* (L'expérience du Turkestan), on lit :

« Le mouvement basmatchi a pris naissance sur le terrain de lutte pour l'autodisposition nationale, comme suite à l'écrasement de l'autonomie kokandienne et au gâchis colonisateur ultérieur. Il se développa, d'autre part, du fait de la crise économique et de la famine, cause de la destruction de l'économie cotonnière au Ferghana, ruinant en même temps la bourgeoisie ousbèke et privant de leur gagne-pain habituel les « mardikers » (ouvriers agricoles), les « tchaïrikers » (métayers) et les journaliers (p. 91-91). »

Ces témoignages de Safarov sont d'une très grande importance pour comprendre les causes initiales du mouvement des basmatchis au Turkestan.

La cause indiquée par M. Safarov : « lutte pour l'autodisposition nationale et contre le gâchis colonisateur », mérite d'être retenue et nous insistons sur ce point tout particulièrement, la crise économique enfin et la famine, renforcée et aggravée par la politique tout spéciale du pouvoir soviétique au Turkestan, grâce à laquelle près de 30 % de la population fut emportée (cf. Safarov, dans l'ouvrage déjà cité, p. 90). La définition des causes de l'apparition du mouvement basmatchi dans les termes exposés par M. Safarov réfute catégoriquement l'affirmation de la presse soviétique qui prétend que ce mouvement est le résultat de la propagande et de l'appui de gouvernements étrangers, de l'Angleterre en particulier, et que l'initiateur du dit mouvement, son organisateur serait l'auteur de ces lignes. Passer pour organisateur dans mon pays du large mouvement populaire contre ses oppresseurs est un honneur bien tentant, mais la vérité historique exige de reconnaître que rien n'a été fait par nous pour l'organisation personnelle de ce mouvement et qu'on y chercherait

en vain une participation quelconque de notre part. Il a effectivement pris naissance, comme le signale si justement M. Safarov, en tant que moyen de lutte pour l'autodisposition nationale à la suite de l'écrasement de l'autonomie kokandienne dans la création de laquelle il nous fut donné de prendre une part très active.

Ainsi, le mouvement basmatchi a surgi comme mouvement politique et social, parfaitement légal, sans appui étranger d'aucune sorte.

Quel est donc le caractère des forces qui constituent le mouvement basmatchi et qui les soutiennent ?

Pour y répondre, nous demanderons aux lecteurs de *Prométhée* de consulter avec nous les sources soviétiques. Nous savons déjà, d'après le dit M. Safarov, que le « caractère social du mouvement basmatchi est déterminé par la présence dans ses rangs de la « bourgeoisie et de la masse des mardikers, des tchärikers et des journaliers ».

Si ces catégories de gens ne constituent point la « nation dans son entier », qu'il nous soit permis de citer d'autres indications quant au caractère social du dit mouvement, indications qui proviennent d'un bolchevik, non moins connu que M. Safarov et qu'on nomme M. Skalov. Dans un article intitulé « Le caractère social du mouvement basmatchi », paru dans le cahier III et IV de la *Jizn Natsionalnostei* de 1923, ce dernier répète ce qu'a déjà dit M. Safarov en ce qui concerne les causes de l'origine de ce qu'on appelle « basmatchestvo ». Sans trop abuser de l'attention des lecteurs de *Prométhée*, nous nous permettrons de citer quelques passages du fameux article de M. Skalov sur le mouvement des basmatchis, que les bolcheviks semblent avoir oublié. M. Skalov écrit :

« Le pouvoir soviétique étant apparu à ses débuts au Ferghana aussi bien que dans tout le Turkestan comme le pouvoir, en grande partie, des *citadins* et des *Européens* (c'est-à-dire des Russes M.T.), les *dekhsans* ou paysans l'acceptèrent comme une *nouvelle forme d'exploitation*; d'autre part, la *famine* s'étant déclarée du fait que les transports de blé avaient cessé d'arriver, la situation s'aggrava dans les divers milieux (disons, plus exactement, dans les milieux « nationaux », comme on le verra plus loin. M.T.). Toutes ces circonstances expliquent pourquoi le monde des *dekhsans* (paysans) s'unit à la bourgeoisie pour lutter contre le pouvoir soviétique.

« Le processus d'écrasement de l'« autonomie kokandienne », poursuit M. Skalov, les pillages et les violences des détachements de partisans soviétiques (l'on rappelle ici le nom d'un parti national révolutionnaire *non-turkestanien* que l'auteur n'aurait pas voulu nommer. M.T.), la vague impétueuse des réquisitions et des confiscations de blé chez les paysans pour en nourrir les villes (disons plutôt « la partie russe des villes », cf. Safarov), les ouvriers du chemin de fer et l'armée (entièrement constitués par des Russes. M.T.), etc., les abus de toute sorte commis par le pouvoir soviétique de 1918 à 1919, ne pouvaient que décider les paysans à chercher une issue dans la lutte (*Jizn Natsionalnostei* déjà citée, p. 56). A la page 59, M. Skalov continue :

« Tout ce que nous venons de dire explique suffisamment le caractère du mouvement basmatchi. Ayant débuté comme *mouvement national des masses contre la domination étrangère et contre les abus des administrateurs grossiers et sans scrupule qui s'étaient glissés dans les services*

du Gouvernement soviétique en 1918-1919, il devint par son ampleur une véritable insurrection de la population presque toute entière, sous la direction de la bourgeoisie indigène. »

Il semblerait que M. Skalov avait prévu que ses camarades essaieraient un jour de transformer en « lutte de classe » le mouvement basmatchi, aussi écrit-il, page 60 : « Tout essai d'européanisation du mouvement basmatchi (il faut comprendre : « de le considérer comme une lutte de classe ». M.T.) et des rapports en général de la communauté orientale ne peut que compliquer davantage la compréhension de cette communauté. »

C'est précisément pour « embrouiller la compréhension » de ce qu'est en réalité le mouvement basmatchi que les bolcheviks écrivent que le dit mouvement a débuté comme « mouvement de classe de la bourgeoisie nationale turkestanienne » contre la « dictature du prolétariat du Turkestan » (! ?). C'est donc avec l'intention « d'embrouiller » la question que les bolcheviks cherchent et trouvent des coupables individuels et des organisateurs étrangers du « mouvement basmatchi » au Turkestan.

MM. Safarov, Skalov et quelques autres bolcheviks qui avaient eu la possibilité d'observer de près les événements du Turkestan au début de la période colonisatrice du pouvoir soviétique dans le pays ont donné une définition exacte des causes et de la nature du mouvement basmatchi :

« Le mouvement basmatchi est apparu comme un moyen de lutte pour l'autodisposition nationale et contre les innombrables abus en matière de colonisation du pouvoir soviétique (Safarov), « sous forme de mouvement national des masses contre la domination étrangère » (Skalov).

Nous avons précédemment fait remarquer que la « famine avait aggravé non pas les divergences de la communauté, mais les divergences nationales » et, sur ce point, il nous paraît opportun de le confirmer, en nous appuyant sur des sources strictement bolchevistes. La famine de 1918-1919 ne fit sentir son effet que sur la population indigène du Turkestan, M. Safarov écrit à ce sujet (cf. son livre, page 81) :

« Tous les transports de blé qui arrivaient étaient exclusivement réservés à la population russe. La classe pauvre, musulmane, éloignée du pouvoir, était également privée de pain... La Ville-Nouvelle (c'est-à-dire la partie russe des villes du Turkestan. M.T.) ne cessait de procéder à des réquisitions, à des confiscations dans les Villes-Anciennes (c'est-à-dire indigènes), dans les villages indigènes et la population musulmane mourait de faim, n'étant plus en état de lutter. Entre les Villes-Nouvelles russes, le pouvoir soviétique qui l'habitait et les larges masses de la population indigène se creusait un fossé de plus en plus profond » (souligné dans le texte).

Une telle famine ne pouvait faire autrement qu'aggraver les rapports avec la communauté; elle suscita également une réelle aggravation dans les rapports entre nationalités, entre Russes et indigènes du Turkestan.

Voici du reste un autre témoignage dans lequel le caractère anti-national de la politique de famine du pouvoir soviétique au Turkestan est encore plus accentué. Le bolchevik turkestanien, Tourar Ryskoulov, très

connu dans le pays, écrit ce qui suit dans son livre *La Révolution et les indigènes du Turkestan* :

« Les travailleurs européens (c'est-à-dire russes) de l'époque (1918-1919) ont continué à sous-estimer le rôle et l'importance de la population autochtone dans le processus de la Révolution, et c'est ainsi que, sur ce terrain, des divergences essentielles de fond se sont produites. Le camarade Toboline, par exemple, déclara hautement au cours d'une réunion du Comité central exécutif du Turkestan que les Kirghizes, au point de vue marxiste, sont économiquement faibles et que, de toute façon, ils sont condamnés à disparaître; c'est pourquoi, pour les besoins de la Révolution, il est plus important d'utiliser les moyens pour soutenir les fronts que pour lutter contre la famine » (page 12).

Les « divergences essentielles de fond », dont parle M. Ryskoulov, eurent lieu évidemment entre les différentes classes de la communauté; *elles exprimaient non pas l'aggravation des rapports de la communauté, mais bien entre nationalités*, c'est-à-dire entre les Russes d'une part qui estimaient que « les Kirghizes au point de vue marxiste sont économiquement faibles, et que de toute façon ils sont appelés à disparaître » et ces mêmes Kirghizes déjà condamnés de par leurs particularités nationales.

Ces faits sont restés fixés non seulement dans la conscience de notre peuple, mais dans les livres portant l'estampille « Editions d'Etat ». Aucune substitution, serait-elle sous une teinte de « lutte de classe », ne changera le caractère colonisateur et national-russe du pouvoir soviétique au Turkestan, pas plus que le caractère national, en général, du mouvement basmatchi en tant que soulèvement contre la « domination étrangère, ainsi que l'a si bien formulé M. Skalov.

MOUSTAPHA TCHOKAI OGHLY.



L'IDÉOLOGIE DU PLAN QUINQUENNAL

Tous ceux qui s'intéressent à la vie de la Russie soviétique et qui ont suivi avec toute l'attention qu'elle comporte l'insoluble énigme du problème des kolkhoz, ont attendu anxieusement une déclaration de celui qui imprime la « ligne générale » de la politique intérieure et extérieure de la despotie bolcheviste. D'après certains bruits lancés par la presse européenne, M. Staline aurait envisagé un nouveau « tournant » au cours actuel de la politique soviétique, quelque chose comme une nouvelle N.E.P., un zigzag qui devait être annoncé au plenum du Comité central. Aujourd'hui, alors que le texte intégral du discours de M. Staline est connu, les amateurs de nouvelles « sensationnelles » doivent éprouver une certaine déception. La déclaration de M. Staline, dont la lecture a demandé plusieurs heures et qui a touché aux problèmes fondamentaux de la réalité soviétique, l'on ne trouve rien de nouveau, aucun recul d'importance dans la ligne suivie ces dernières années. La conclusion qui s'en dégage, à savoir que « le parti est invincible s'il sait agir et s'il ne craint pas les difficultés » marque bien le sens de ce discours qui laisse voir une volonté bien nette de poursuivre l'expérience sans en changer l'orientation; elle indique aussi que les « difficultés » que tout homme politique, tout parti rencontre et qui arrêtent son effort ne sont rien pour des gens qui sont invincibles et qui, seuls, ont le monopole de la vérité. La seule concession que la vie ait pu faire aux vivants et aux conditions objectives consiste à déclarer qu'au cours du deuxième plan quinquennal il va falloir « fouetter et faire marcher le pays », pour nous servir des mots de M. Staline, avec plus de modération qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour. Mais le système du « fouet », celui de l'industrialisation, de la collectivisation et de l'ignorance complète des besoins, des sacrifices du peuple reste immuable. Ce système est reconnu indispensable pour la révolution, pour le triomphe du socialisme dans un pays, pour l'affermissement du pouvoir soviétique et pour mieux résister, en renforçant les moyens défensifs, à toute tentative d'intervention militaire au pays des Soviets.

Ce discours, en réalité, est dirigé contre les « ennemis », mais ces « ennemis » se déclarent bien moins par suite de la négation idéologique du plan quinquennal que par suite des résultats pratiques parmi les masses, dans le pays, et parmi le peuple.

La faiblesse de la défense consiste en ce que ledit discours ne touche qu'incidemment les suites catastrophiques que le plan quinquennal a déchainées et dont les effets se font terriblement sentir sur les paysans et les ouvriers.

Le secrétaire général défend la « ligne générale » de l'idéologie du plan quinquennal, mais cette défense ignore presque des faits aussi « insignifiants » que la ruine du village, les privations infligées à la population des villes, les opérations de stockage, le système des cartes, la terreur, l'expulsion de leurs terres de centaines de mille de paysans, pleins de force et d'énergie, le nouveau système de passeports et autres innovations de la construction socialiste. Par contre, les principaux arguments du discours tendent à prouver que l'idée générale du plan quinquennal est

juste. En quoi se justifie donc cette idée ? En Occident, le plan quinquennal était considéré comme un rêve irréalisable; or, ainsi que le déclare de nos jours M. Staline, cette affirmation est renversée. Et pour le démontrer toute une série de citations empruntées aux différents journaux étrangers ont été fournies.

Il convient toutefois de faire remarquer qu'à toutes ces citations peuvent être opposées d'autres citations, non moins nettes, non moins convaincantes dans lesquelles les savants occidentaux, les journalistes jugent sévèrement le plan quinquennal et en prédisent l'échec. Et, en dépit des déclarations faites par le leader bolchevik, à l'adresse de certains correspondants de journaux étrangers séjournant à Moscou, que pour ce qui est de la réalité soviétique ils y comprennent autant que le « roi d'Abyssinie dans les mathématiques », il est douteux que ce genre d'argument ait une portée décisive. C'est pourquoi la conclusion de M. Staline, qui prétend que le succès du plan quinquennal en U.R.S.S. est un argument pour la révolution mondiale, susceptible de mobiliser les forces révolutionnaires de la classe ouvrière contre le capitalisme, n'est pas fondée. Du reste, l'importance mondiale du plan quinquennal n'est autre qu'une manœuvre, un gage indispensable à l'idée du Komintern. Le pivot sur lequel repose le discours de M. Staline est constitué par les problèmes que soulève le plan quinquennal et par les succès obtenus, choses toutes naturelles pour un partisan de l'édification socialiste. La tâche du plan quinquennal sous forme de création dans le pays d'une industrie autonome, de préparation d'une communauté socialiste en faisant disparaître le caractère petit-bourgeois-propriétaire de la campagne, en renforçant le système soviétique, en développant les moyens défensifs du pays pour contrebalancer l'influence des impérialistes, se trouve parfaitement ébauchée, conformément aux formules de la « ligne générale ».

Dans son discours, M. Staline essaie de démontrer que toutes ces tâches ont été remplies, qu'auparavant il n'existait point de métallurgie alors qu'à présent elle existe; qu'il n'y avait point de tracteurs, d'automobiles et que maintenant il y en a; qu'il manquait de bases houillères, métallurgiques, alors qu'aujourd'hui elles existent; qu'on ignorait les collectives agricoles alors que de nos jours le territoire en est couvert. C'est par de tels arguments qu'il démontre le succès du plan quinquennal et qu'il confond les ennemis de ce plan aussi bien intérieurs qu'extérieurs. Tout comme les communistes, les journalistes bourgeois, les économistes dont parle M. Staline avec tant de mépris n'ont jamais douté et ne doutent pas qu'en extirpant les dernières ressources à la population appauvrie, en lui prenant tous les produits qui lui sont indispensables et en recourant à des méthodes propres au système bolchevik, l'on peut « fouetter » le pays et lui faire construire tout ce que l'on veut, utile ou inutile. La question mise en avant par les ennemis du plan quinquennal est de savoir dans quelle mesure les entreprises soviétiques peuvent continuer à fonctionner, dans quelle mesure elles sont économiquement profitables et s'il convient de « fouetter » le pays, de le priver du nécessaire dans le seul but d'exécuter de tels plans. Et puis, enfin, il y a la question des résultats, des sacrifices, des perspectives...

M. Staline déclare encore que la réussite « exigera de grands sacrifices et que nous devons les accepter consciemment, sans faiblesse ».

Les réformes politiques et sociales ne se réalisent pas seulement dans

un avenir plus ou moins lointain, et la recherche d'un équilibre entre les sacrifices et les succès sont l'une des bases de toute expérience tentée par l'Etat. Aussi cette question des sacrifices n'intéresse nullement le secrétaire général, pas plus qu'elle n'intéresse le système bolcheviste.

Ainsi mise en avant, la tâche doit s'exécuter à tout prix. Peu important les moyens, les méthodes; l'essentiel, c'est de réussir.

Voici par exemple la question qui touche à la collectivisation de la campagne. Etait-il bien nécessaire de détruire toute la structure paysanne, de ruiner les propriétés individuelles? Oui, est-il dit dans le discours de M. Staline, « parce que le pouvoir soviétique ne peut s'appuyer à la fois sur deux systèmes opposés : sur la grosse industrie socialiste qui détruit les éléments capitalistes et sur les petites exploitations agricoles qui donnent naissance aux éléments capitalistes ».

Conséquemment, il faut détruire les petites exploitations agricoles, effectuer le terrible processus de « dékoulakisation », commencer même une lutte contre les gens des kolkhoz ayant conservé des traditions paysannes.

Mais les adversaires du plan quinquennal, en présence de ces « succès », n'en posent pas moins une question de psychologie politique : quels résultats peut donner l'ignorance complète de ces sacrifices, une si grande indifférence envers les intérêts pourtant si réels de l'homme et ses souffrances? Le facteur économique humain du plan quinquennal ne deviendra-t-il pas un empêchement à la réalisation dudit plan, dans un avenir rapproché? Car, en réalité, en renonçant à intensifier l'exécution du plan quinquennal, en proclamant la nécessité d'en ralentir le rythme dans les années qui vont suivre, n'avons-nous pas des preuves que l'inspirateur lui-même du plan quinquennal est obligé, sous une forme ou sous une autre, de compter avec l'état d'esprit des masses, avec l'opinion du peuple et non pas avec celle du secrétariat général?

En dépit du ton optimiste du discours, des déclarations qui confirment l'inchangeabilité du cours actuel, on perçoit plutôt une tendance à défendre le mal qui a été fait jusqu'à présent, qu'une assurance en la possibilité de poursuivre l'expérience déjà tentée. Cette tendance se révèle notamment dans un passage du discours de M. Staline qui prévoit que, sur le terrain de résistance des derniers débris des classes agonisantes « peuvent revivre et s'agiter les groupes contre-révolutionnaires déjà brisés, les mencheviks, les socialistes, les nationalistes bourgeois, et jusqu'aux fragments épars du trotskisme et des ouklonistes (déviateurs) de droite ».

Cette prophétie prédisant le renforcement de l'opposition au plan quinquennal n'est pas moins caractéristique par rapport aux succès dudit plan que ne le sont les dernières mesures, telles que le rétablissement du système des passeports, grâce auquel le bolchevisme s'apprête à capturer tous les « adversaires et autres gens audacieux ». Si le brillant succès du plan quinquennal, appelé en même temps à sauver la situation, se maintient dès maintenant par de tels moyens, l'on peut dire sans crainte d'être démenti que ce fait et bien d'autres caractérisent mieux que tous les discours, si optimistes soient-ils, l'état actuel du pays et du régime.

IBRAHIM TCHOULIK.

EN UKRAINE

Les dernières nouvelles qui nous parviennent de là-bas, du « paradis soviétique », nous montrent dans toute sa splendeur la faillite du plan quinquennal en Ukraine.

Malgré les statistiques officielles qui proclament *urbi et orbi* les succès du plan quinquennal et qui ont été préparées pour Staline, dictateur rouge, par ses fidèles subordonnés, pour la dernière session de l'Exécutif communiste, on ne peut que constater que le fameux plan n'est qu'une chimère.

Il convient d'ajouter que la statistique soviétique diffère des statistiques admises couramment dans les pays civilisés; à l'encontre de ces dernières, elle ne montre que des bénéfices, là même où il n'y a que des pertes évidentes; c'est pourquoi il faut essayer de chercher par nous-même la vérité cachée.

La statistique soviétique déclare, par exemple, que la superficie des ensemencements s'est accrue jusqu'à 21.000.000 d'hectares. Il serait logique que la récolte se soit accrue d'autant. Or, la même statistique déclare que, par exemple, en octobre 1932, le plan de la récolte (réquisition masquée du blé) n'a été exécuté en Ukraine que dans les proportions de 24 % du plan projeté; au Caucase du Nord, Kouban compris, cette proportion est de 24 %; dans la région de la Basse-Volga elle est de 43 %. Que veulent dire ces chiffres?... Ils disent clairement que, si la superficie avait été augmentée conformément au plan, cette superficie n'aurait pas été ensemencée. Telle est donc la vérité.

Prenons encore un autre exemple : M. Staline déclare que la métallurgie a pris un « développement inouï » et dans le même temps la statistique démontre que la production de la métallurgie lourde n'atteint que les deux tiers de celle de l'année précédente. En ce qui concerne la production houillère, il a été décidé que la partie du plan non exécuté en 1932 devait être exécuté en 1933, c'est dire que le plan de 1932 ne peut s'exécuter en une seule année, mais qu'il va falloir l'étendre sur une période de deux ans.

Un troisième exemple : M. Staline parle du développement incessant du commerce soviétique; or, nous trouvons dans le *Finanz-und Handelsblatt der Vossische Zeitung* du 15 décembre 1932 que le bilan commercial de l'U.R.S.S. s'exprimait par un actif en 1929 (plus de 42.000.000 de roubles) alors qu'en 1930 il était déjà passif (moins de 294.000.000 de roubles) et pour les neuf premiers mois de 1932 ce bilan reste... passif (moins 142.000.000 de roubles). Voilà donc comment M. Staline comprend le « développement » du commerce...

Un quatrième exemple : Les « Géants » de Dniprelstan et de Magnitogorsk, autour desquels les soviets ont fait tant de bruit, tant de réclame, restent immobiles et inactifs à cause du manque de crédits, de main-d'œuvre, de spécialistes, etc... Bref, à Dniprelstan, sur neuf turbines installées, c'est à peine si trois d'entre elles ont été mises en marche, et encore sont-elles sur le point de s'arrêter pour les mêmes causes.

Et la famine qui sévit déjà en Ukraine, et les épidémies, et les enfants vagabonds : ce qu'on appelle les *bezprizorny* !... De tous ces « succès » il

n'est point question dans la presse soviétique et M. Staline oublie d'en parler.

Mais nous ne nous proposons pas ici, dans le cadre de cet article, de démontrer la faillite du plan quinquennal en Ukraine au point de vue économique, nous nous arrêterons seulement sur le problème politique.

Quel était le but du plan quinquennal en Ukraine ? Le but caché parmi tant d'autres était de lier étroitement l'Ukraine à Moscou au même titre que le Caucase et le Turkestan. Il s'agissait de centraliser à Moscou la direction de l'exploitation des richesses du sol et du sous-sol ukrainien et, par cette liaison directe, par cette centralisation rigoureuse, de dominer le pays subjugué.

En voici quelques preuves : Reportons-nous aux propres paroles de M. Staline : dans son discours il propose entre autres d'intensifier la terreur contre les fonctionnaires soviétiques qui ont contribué à la faillite du plan.

Et pourquoi la terreur et non des réprimandes telles qu'elles étaient pratiquées auparavant ?... La *Pravda* du 30 décembre 1932 nous en donne une réponse bien nette : « Il existe une tendance vers les *nationalismes locaux* », ce qui « *tend à affaiblir l'unité des peuples de l'U.R.S.S.* ». Quelle ironie des mots !... « Nationalismes locaux », « Unité des peuples de l'U.R.S.S. », on se croirait au temps des tsars !

En Ukraine, en particulier, la faillite du plan quinquennal s'est manifestée notamment dans le domaine du ravitaillement, dans la production de la houille et du minerai, dans la métallurgie, dans la production du sucre, etc... Il est évident que la résistance, tantôt passive, tantôt active, de la population ukrainienne contre le régime soviétique a joué un grand rôle dans la faillite dudit plan, mais les dirigeants de Moscou dirigent leur fureur non seulement contre une population dépouillée de tout ce qu'elle possédait, qu'ils la fusillent (même sans jugement), qu'ils la déportent en Sibérie ou aux îles Solovki, mais aussi contre leurs propres fonctionnaires, leurs propres fondés de pouvoir, contre ces mêmes hommes qui hier encore jouissaient de toute leur confiance.

Citons quelques faits. En Ukraine des poursuites ont été engagées contre les administrateurs, les directeurs des usines, les chefs de brigades spéciales chargées d'enlever le blé récolté et contre beaucoup d'autres fonctionnaires auxquels ils imputent le mauvais rendement du plan de stockage. Or, si la colère de Moscou s'abat sur les têtes de ses subordonnés, qui, nous devons l'admettre, ont agi de bonne foi et de leur mieux, que penser des simples mortels ?... N'est-ce point significatif ?...

Et les arguments de la *Pravda* déjà citée sur la tendance vers un affaiblissement de l'unité des peuples de l'U.R.S.S. ne revêtent-ils point dès lors un sentiment de crainte mal dissimulée.

Mais revenons à nos moutons, comme on dit vulgairement. Ces fonctionnaires « coupables », accusés d'avoir résisté à la politique centraliste de Moscou, seront punis, déportés ou fusillés, c'est un fait, mais ce qui importe, c'est la faillite du plan quinquennal en Ukraine dans ses rapports avec l'assujettissement politique de l'Ukraine à la Moscovie.

Dans la revue ukrainienne *Trizoub* nous trouvons un excellent article de l'éminent économiste ukrainien, le professeur V. Sadovsky, qui éclaire cette importante question. Voici du reste un passage de son article :

« Le cahos et le désordre qui règnent actuellement en U.R.S.S. ne peuvent

être comparés à ceux des pays capitalistes. Graves difficultés de ravitaillement, défectuosité des produits, instabilité de la main-d'œuvre, diminution notoire de la surface d'ensemencements, situation catastrophique des masses ouvrières; tels sont les traits essentiels qui caractérisèrent le pays des Soviets au moment de la réalisation du plan quinquennal.

« Et sur la ruine de la vie économique les immenses constructions industrielles à outillage ultra-moderne ne peuvent fonctionner faute de machines, de matières premières, de travailleurs et d'ingénieurs expérimentés. Cet effondrement du plan quinquennal doit être envisagé du point de vue ukrainien. Au cours de ces quinze dernières années, c'est le troisième échec de l'expansion russe qui continue d'ignorer la volonté et les besoins de la nation ukrainienne. Le plan quinquennal devait justement jouer en U.R.S.S. le rôle primordial d'unification. D'après ce plan, les intérêts économiques étaient subordonnés à ceux de l'Union tout entière (unité socialiste), voire plutôt à ceux des régions de Moscou et de Pétersbourg. Au point de vue du plan quinquennal, l'Ukraine ne représentait qu'une partie organique de l'U.R.S.S. Voilà pourquoi, au point de vue ukrainien, l'échec de ce plan peut être envisagé comme l'échec de cette tendance de l'unification de l'Ukraine à la Russie, que ce soit par la Russie des tsars avant 1917 ou par celle des généraux blancs en 1919. »

Cette faillite économique donne naissance à une faillite politique qui inquiète beaucoup les dictateurs du Kremlin. La *Pravda* nous en donne suffisamment de preuves. Tout laisse supposer que la faillite politique entraînera à brève échéance la faillite de la domination moscovite en Ukraine.

DMYTRO BOUG.



La Confédération du Caucase et l'Union des peuples opprimés

Le journal *Istiklal* du 17 novembre a publié un article de M. Mir Yacoub bey, au sujet de la Confédération du Caucase, dans lequel on lit ce qui suit :

« Le projet de ce Pacte, objet d'une préparation méthodique et d'un examen sérieux est d'ores et déjà accepté par les organes compétents des peuples du Caucase; sa signature n'est plus qu'une question de jours. »

C'est par ces mots qu'il nous salue, puis il ajoute : « Il va de soi, que les forces matérielles seront unies afin de mieux défendre l'unité du Caucase. Ainsi, après la signature du Pacte et de sa publication, l'orientation politique des peuples signataires recevra son rythme et sa coordination... »

C'est pourquoi « nous ne doutons pas que la signature du Pacte d'Union caucasienne, à un moment si tragique pour les peuples du Caucase, ne soit une nouvelle étape pour le développement de la question du Caucase et qu'elle ouvre une nouvelle page dans l'histoire de la lutte des peuples du Caucase pour leurs droits les plus sacrés. »

Nous partageons sincèrement l'assurance et la saine conviction de l'auteur et, du fond du cœur, nous félicitons les représentants de la Confédération caucasienne qui seront appelés à signer cet acte, pour le succès véritablement historique ainsi obtenu.

Pour les peuples du Caucase, désireux de conquérir la liberté et d'en assurer son existence ultérieure, la base fondamentale, pour ne pas dire exclusive, est sans contredit le Pacte de Confédération en tant que résultat de leur sincérité et de leur unité.

Si l'impérialisme russe a pu, dans un temps relativement court, réussir à organiser un immense empire et s'il a su le conserver, c'est principalement en raison du manque de cohésion entre peuples habitant l'Empire russe.

Depuis l'année 1917, tous les peuples du Caucase versent le plus pur de leur sang au nom de l'idéal d'indépendance ! Et nous nous inclinons tous devant ces héros. Ceux qui comprennent la situation du Caucase, qui pensent à son avenir, ont toujours été convaincus que lorsque sonnera l'heure, les peuples qui l'habitent se dresseront comme un seul homme pour marcher héroïquement à la mort dans la lutte contre les bolcheviks. Ils iront tous afin de reconquérir l'indépendance perdue et, en cela, le doute n'est pas possible...

Mais le nœud de la question, c'est l'après-guerre. Il nous est arrivé d'entendre des gens qui occupent une situation en vue et qui s'intéressent au sort du Caucase, des questions dans lesquelles se manifestaient nettement des tendances contraires à l'indépendance du Caucase et qui suscitaient dans le cœur de certains un sentiment de doute :

Quelle position, par rapport à l'impérialisme russe en général, prendront les peuples du Caucase, unis dans la lutte contre les bolcheviks ?

Jusqu'à quel point les liens et les rapports qui unissent ces peuples sont solides et sincères ?

Si chacun de ces peuples prend, sur le plan de la politique internationale, une orientation concordante avec celle des différents Etats, pris individuellement, hostile parfois l'un à l'autre, peut-on, dans ces conditions, songer, disons même espérer, voir le développement tranquille et pacifique du Caucase et le renforcement de sa situation en général ?...

Ces questions et bien d'autres encore ont été posées, non pas seulement par des personnes intéressées aux destinées des peuples du Caucase, mais encore par tous les hommes d'Etat qui ont à cœur de voir une solution à la question russe.

Maintenant ils commencent à croire que la Confédération caucasienne a des bases solides et qu'on peut en parler comme d'un fait bien réel.

Il est tout naturel que le Pacte de Confédération concoure non seulement à renforcer la position des peuples du Caucase à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur, en rapprochant tous ceux qui luttent sans merci contre les troupes rouges d'occupation. Il n'est pas douteux non plus qu'il ne suscite un renouveau d'enthousiasme et d'espoir en l'heureuse issue de la lutte.

La force et la durée de ce Pacte qui promet de si sérieux, de si positifs résultats, qui aura l'avantage de libérer pour toujours le Caucase, dépend avant tout du degré de sincérité des signataires et de leur foi en l'acte qui les lie.

Si chacun des peuples du Caucase se rend véritablement compte qu'il ne peut se libérer tant que le Caucase dans son entier ne sera libre, s'il ne renonce pas à ses petits intérêts pour ne penser qu'au Pacte, seule possibilité d'assurer l'existence commune de tous les peuples du Caucase, s'il pense seulement à la dignité de tout le Caucase, à l'honneur national de tous les peuples qui l'habitent, il luttera pour le droit et l'existence du Caucase dans son entier.

Il est certain que le Pacte de Confédération caucasienne n'est pas seulement une base pour la libération du Caucase, mais encore un exemple de la fraternité des peuples, susceptible d'ouvrir un vaste horizon historique sur l'Orient.

Nous comptons donc de notre devoir de féliciter les hommes politiques du Caucase qui ont réalisé ce grand acte historique. Nous leur demandons de faire un nouveau pas afin de mieux assurer ses destinées et de mieux le consolider. C'est de contribuer à l'union de tous les peuples qui se trouvent dans les fers de l'impérialisme rouge et qui désirent s'en libérer.

Cette union est aujourd'hui dictée par les flots de sang que versent les peuples qui luttent contre l'ennemi commun. Cette union est aussi naturelle que l'union des peuples du Caucase, car elle aussi prend ses racines dans l'ensemble des intérêts communs...

Dans l'union que nous proposons doivent entrer tous les peuples opprimés de Russie qui luttent pour leur indépendance. Ni leur degré de développement, pas plus que l'intérêt plus ou moins grand que suscite leur question à l'étranger, ne doivent être pris en considération.

Afin de détruire dans ses racines l'impérialisme russe, de lui ôter toute possibilité de reprendre des forces, il faut que les 80 millions d'opprimés s'unissent sur des bases parfaitement saines.

Si, parmi les peuples opprimés par la Russie Rouge, il se trouvait de

leurs représentants qui, enivrés par le gracieux sourire de gens intéressés, en Europe, voudraient lier partie avec eux pour la solution de leur problème refusant ainsi toute participation à l'union envisagée, ils porteraient un réel préjudice, non seulement à la cause commune, mais aux intérêts aussi de leur peuple en particulier.

L'impérialisme russe s'efforcera de diviser pour régner. Puisant dans cette tactique toutes ses forces, il essaiera d'étouffer non seulement le Caucase, mais aussi les Etats qui se sont détachés de la Russie et qui, depuis quinze ans, vivent indépendants.

Tant que l'impérialisme russe ne sera pas complètement détruit, l'avenir non seulement du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine ne sera pas assuré, mais l'existence même des Etats voisins de la Russie sera menacée. Bien mieux, cet impérialisme est une menace constante pour la paix des peuples civilisés dans leur ensemble.

Le sort de l'unité caucasienne dépend de la chute de l'impérialisme russe et c'est pourquoi les peuples du Caucase doivent s'appuyer sur des facteurs qui puissent faciliter l'effondrement définitif de cet impérialisme.

Ces facteurs, ce sont les peuples unifiés du Caucase, liés aux autres peuples opprimés.

Tout en insistant sur notre propre situation, il convient de ne point ignorer la situation créée par la marche même de l'histoire, c'est-à-dire la force du mouvement national. Il faut, bien au contraire, intimement lier notre sort à celui de ceux qui versent leur sang au nom du mouvement national, conclure avec eux une union éternelle et les aider.

La force politique et la puissance d'un peuple ne se mesure pas à son degré de culture; ce n'est pas toujours dans la culture que les peuples puisent leur force; chez certains peuples, les courants politiques ouvrent le chemin à la culture. Chez les peuples turks, la situation militaire et politique avait le dessus sur le travail de l'esprit et le culturel. Si, au Turkestan, berceau de civilisation ancienne, au cours de ces vingt-cinq dernières années, la culture a marché à pas de géant, il faut en chercher la cause dans le mouvement politique qui s'y est produit.

C'est pourquoi, lorsque les peuples opprimés obtiendront leur indépendance, ils ne manqueront pas de se rapprocher, malgré leur différence de culture, grâce à une union politique.

Personne ne met en doute l'heureuse issue de la lutte sacrée entreprise par le Caucase et par l'Ukraine pour leur indépendance, et nous sommes assurés, nous-mêmes, que ces pays sauront se montrer capables de s'administrer et qu'ils apporteront aussi leur part à l'édifice culturel de l'humanité. Que s'ils manifestaient quelque hésitation, une juste hésitation, sur la possibilité pour le mouvement caucasien ou ukrainien de renverser l'impérialisme russe, nous inclinons à croire qu'elles seraient mal fondées, car alors ils seraient tentés d'envisager l'avenir avec ce même pessimisme. Aussi, hâtons-nous d'ajouter qu'il faut baser notre idéal sur le principe du mouvement national, lequel se développe avec succès de l'Occident vers l'Orient. Or, les peuples qui de nos jours s'appuient sur ce principe, luttent en Russie pour la réalisation de leur idéal national. L'union de tous ces peuples les libérera pour toujours de l'impérialisme russe.

Cette question dépend avant tout de la manière dont elle sera posée, de la force des arguments et de leur sincérité. Ceux qui croient au principe du démocratisme libéral russe et en sa puissance, et qu'ils viennent à le



préférer à la libération de leur peuple, ne sauraient être invités à s'associer à l'union envisagée. Leurs efforts, en effet, ne tiendront rien moins qu'à empêcher la réalisation de cette union des peuples opprimés.

Les flottements remarquables dans la question qui nous occupe ont eu déjà pour effet, non seulement d'empêcher l'unité des peuples du Caucase, mais ils ont eu une influence négative sur ces peuples.

La révolution de 1917 a suffisamment démontré l'incapacité, le manque de talent du démocratisme russe, la terreur rouge d'aujourd'hui justifie d'autant cette opinion qu'elle va puiser ses forces dans les conditions historiques sociales et économiques de la Russie. Ceux donc qui attendent leur salut de la Russie, comprennent-ils que demain cette masse russe inconsciente et instable ne se ruera point sous l'étendard d'un mouvement contraire pour faire subir à leur peuple des tourments tels que la terreur bolcheviste en pâlera ?...

La lutte pour la libération nationale n'est pas un marchandage, pas plus qu'une question de tactique. Les peuples ne se lancent pas toujours dans la voie de l'indépendance dans le seul but d'assurer au mieux de leurs intérêts leur existence présente et future. La question du nationalisme est la marche toute naturelle de l'histoire et de son développement. L'individu qui a conscience de sa personnalité se lance dans la lutte pour la liberté; c'est avec un élan tout aussi naturel qu'un peuple ayant conscience de sa personnalité se lance dans la lutte pour son indépendance.

C'est pourquoi, nous ne saurions trop le répéter, le succès de l'union des peuples opprimés dépend moins de son état culturel que de sa conscience nationale.

Si, parmi certains peuples, versant leur sang pour leur libération nationale, apparaissent des représentants de divers groupements politiques insuffisamment familiarisés avec le principe de la « personnalité nationale », il va de soi que non seulement ils ne seront point en état de défendre leur indépendance, mais qu'ils causeront la perte de leur pays.

Si les peuples opprimés sont disposés à verser leur sang pour leur libération, ils doivent le verser non seulement pour se libérer des bolcheviks, mais aussi pour s'affranchir de la Russie. Et si, de nos jours, nous constatons de l'inquiétude dans les milieux démocratiques russes, c'est aux faits que nous venons d'exposer que nous le devons. Si nous voyons se former un front commun depuis les démocrates jusqu'aux monarchistes, c'est encore à ces faits que nous le devons.

Dans le conflit soviéto-japonais, n'avons-nous pas vu tous les groupements d'opposition, depuis MM. Milioukov et Kerenski jusqu'au général Denikine, s'unir au front rouge et prendre position à ses côtés ?

A l'union des Russes, il faut répondre par l'union des peuples opprimés ! C'est là l'unique voie de salut, voie saine et historique.

Il faut renverser l'ennemi et ne pas croire à ses promesses. Tel doit être notre but.

Tout en félicitant ceux qui, de par la marche des événements, sont appelés à signer le Pacte de Confédération du Caucase, nous leur souhaitons tous plein succès et une prompte réalisation de leurs projets.

Cette question n'est pas un désir nouveau, une suggestion nouvelle : C'est un principe adopté et compris par tous les représentants des peuples opprimés.

Ajoutons, pour conclure, que cette question, posée par l'histoire,

trouvera, bien que le terrain soit insuffisamment préparé, un accueil chaleureux dans le camp des séparatistes. Nous leur souhaitons un succès complet.

DJAFFAR SEID AHMED.

RÉUNIONS " PROMÉTHÉE "

Le 5 février dernier, le représentant des réfugiés moldaves d'au delà du Dniester, M. N. Smokine, a fait une conférence sur :

LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE MOLDAVE

« *La République Moldave des Soviets* », a dit le conférencier, est située sur la rive gauche du Dniester, face à la Bessarabie. Elle occupe un territoire de 8.288 kilomètres carrés et se divise administrativement en onze rayons. Sa capitale est Tiraspol. Sa population est de plus de 600.000 âmes, dont la majorité absolue est constituée par les Moldaves; viennent ensuite les Ukrainiens et quelques autres nationalités.

Les Moldaves sont orthodoxes et appartiennent à la race latine. Pendant des siècles ils se sont déversés dans les steppes de l'Ukraine; ils y ont joué un rôle primordial pendant les différents mouvements pour la défense de leurs libertés.

En 1679, le prince de Moldavie, Constantin Douca, est nommé par la Sublime Porte hospodar de l'Ukraine. Il est considéré comme premier colonisateur. Grâce à lui, les Moldaves deviennent un peuple assez puissant, ayant sa propre vie nationale.

Des personnalités comme Daniel Apostol — hetman de l'Ukraine, — Doumitrasco Raïce, Ivanenco, commandant de Kiev; Jean Podkowa, et d'autres encores, sont bien connus dans l'histoire de l'Ukraine.

Jusqu'à l'union de la Bessarabie à la Roumanie, les Moldaves d'au delà du Dniester ont lutté pour leurs droits nationaux côte à côte avec les Bessarabiens. Au Congrès pan-moldave du 17 décembre 1917, qui eut lieu à Tiraspol, ils formulèrent le désir d'avoir leurs écoles, leur église, leurs tribunaux, etc... Pendant le Gouvernement ukrainien de Petlura, ils eurent en effet des écoles nationales moldaves.

Mais à l'avènement des Soviets, l'activité nationale cesse; elle reprit plus tard sous une autre forme. En 1923, parut le premier journal moldave; le 12 octobre 1924, sur l'insistance des Moldaves, on créa la République Autonome Moldave. Les Soviets, de leur propre initiative, désignèrent Chisinau, comme capitale permanente de ladite République Moldave, pour bien montrer qu'ils ne renonçaient pas à la Bessarabie.

Il fut un temps où le problème de l'indépendance de la République Moldave fut soulevé, cette indépendance étant conforme aussi bien à la déclaration des droits pour l'autodétermination des peuples, qu'à la Constitution soviétique de l'Ukraine et qu'à celle de la Fédération de Russie.

Mais le plan quinquennal avec ses tendances de centralisation rigoureuse, a bien déçu les patriotes moldaves et des paysans eux-mêmes,

comme nous l'avons vu l'année dernière, ont été privés de leurs droits et même déportés en masse en Sibérie, ou bien tués sur le Dniester glacé. Il suffit pour s'en convaincre de lire les publications soviétiques annonçant le transfert de 70.000 Moldaves en d'autres lieux de l'Union. Cette mesure a été prise comme représailles envers la population moldave, accusée de ne pas avoir exécuté le plan quinquennal. Cela n'empêche point les Soviets d'annoncer de grandes transformations; de parler de la construction de théâtre, de la création d'importantes chaires scientifiques, de la transformation du Comité Scientifique Moldave en *Académie Scientifique Moldave*, etc...

Mais toutes ces promesses fallacieuses n'ont d'autres buts que de faire de la propagande et de créer toutes sortes de difficultés au Gouvernement roumain. Le conférencier retrace un tableau saisissant de la persécution dont le peuple moldave est victime sous le régime soviétique et conclut que sa délivrance devra être accomplie simultanément avec celle de l'Ukraine opprimée.

La conférence a produit une grande impression. Après quelques échanges de vues, M. Gvazawa, qui préside, remercie le conférencier pour avoir projeté quelque lumière sur les événements tragiques qui se déroulent périodiquement sur les rives du Dniester.

Solidarité caucasienne

Le 17 janvier, M. Vatchnadzé a fait, dans la salle de la Société Savante, une conférence des plus intéressantes sur : *La tradition d'union des peuples du Caucase le long de leur histoire*.

Après avoir évoqué de nombreux exemples historiques où les peuples du Caucase luttèrent ensemble pour la défense de la liberté caucasienne, le conférencier fit ressortir avec beaucoup de clarté que la tradition d'union et de solidarité est toujours vivante au Caucase; c'est dans cette voie que se sont spontanément engagés les peuples du Caucase ainsi que leurs représentants à l'étranger. L'idée d'un Etat confédéré du Caucase est d'ores et déjà unanimement acceptée et sa réalisation n'est qu'une question de jours. M. Vatchnadzé conclut par un vibrant appel à l'union des peuples du Caucase.

Un vif échange de vues s'ensuivit où prirent part MM. Vatchian, A. Hodissian, Israfil Léky et Djamalian. Celui-ci dit notamment : « Je dois déclarer que parmi les Arméniens il n'y a pas un groupement politique d'orientation russe. Les principales thèses de la conférence sont incontestables. Nous les acceptons toutes. »

M. Vatchnadzé a été longuement applaudi.



Revue de la Presse

La pique cosaque

M. Trostianski, dans la *Cosaque libre*, attaque les leaders de l'impérialisme russe avec une verve juvénile :

« N'est-il pas curieux, se demande-t-il, de voir les intellectuels russes connaître, par leurs noms et prénoms, les assassins de l'empereur Alexandre II, énumérer par cœur tous les Carbonari enfermés dans les prisons autrichiennes, mais en même temps faire preuve d'une ignorance complète de la littérature géorgienne, des particularités de l'Ukraine et de la Cosaquie.

« Pouchkine s'exclamait : « A qui la Volynie, à qui l'héritage de Bogdan ? »

« Les intellectuels russes, M. Milioukov en tête, ont résolu le problème. C'est à eux seuls qu'appartiennent du seul droit de naissance tous les héritages : ceux de Bogdan, d'Ermak, de Tamerlan, de la reine Thamar, des Chevaliers Teutons, des Hospodars de Moldavie, des rois de Pologne, etc., etc... Quelle largesse d'esprit, n'est-ce pas ?

« MM. Milioukov et Denikine nous accusent d'avoir partie liée avec quelques puissances étrangères dans notre lutte contre la domination dégradante et spoliatrice de la Russie. Qu'est-ce que tout cela ? Bêtise ou insolence ? Croient-ils donc qu'il soit possible d'imaginer que Denikine menait la guerre contre les bolcheviks avec les revenus de sa propriété de Penza, ou que Milioukov organisait des congrès, éditait des journaux et parcourait le monde en tous sens rien qu'avec les intérêts qu'il touchait à la caisse des pensions de l'Université de Moscou ?

« Ce n'est pas un secret même pour les moineaux qui sont sur le toit qu'il y avait là des millions et des milliards, d'une part, et des promesses et des concessions de l'autre, et que tout cela s'est évanoui en fumée grâce, uniquement, à l'incapacité des dirigeants et, surtout, grâce à la politique nationale des Milioukov et des Denikine.

« Nous pouvons ajouter que, si les séparatistes avaient reçu la dixième partie de l'aide morale et la centième de l'aide matérielle dont bénéficièrent MM. Milioukov et Denikine, le sort de notre pays eût été tout autre...

« Nous saurions gré à M. Milioukov s'il voulait bien nous montrer un seul peuple qui aurait refusé, avec fierté, une aide étrangère et préféré, par principe, lutter seul contre ses oppresseurs...

« M. Milioukov se montre ardent prédicateur d'une morale qu'on appelle vulgairement « la morale du zoulou ».

« Le bien, c'est ce qui est bien pour moi ; le mal, c'est ce qui est mal pour moi. »

« Partant de ce sage précepte, M. Milioukov estime que l'affranchissement de l'Irlande est un bien parce qu'il répond à son idéal démocratique ; mais l'affranchissement de la Géorgie est un mal, parce qu'il lui enlève un certain nombre de lecteurs de son journal... »

M. Trostianski est impitoyable. La pique cosaque porte souvent des blessures inguérissables.

Fidélité au drapeau national

Le journal socialiste géorgien *Brzolis Khma* (*L'Echo de la lutte*) émet des réflexions mélancoliques sur la nouvelle génération géorgienne :

« Pas une jeune génération géorgienne n'a grandi et n'a paru sur l'arène de la vie dans des conditions aussi lourdes et aussi complexes que celles dans lesquelles grandit et monte la jeune génération de nos jours.

« Elle n'a pas éprouvé la tempête de la révolution, n'a pas pris part dans le travail de redressement politique de la vie sociale et nationale, dans la destruction de l'ancien édifice et dans l'œuvre de la nouvelle reconstruction, dans l'enthousiasme commun et les arrêts, dans la lutte, la défaite et la lutte encore, dans ces flux et reflux de vagues.

« Elle a grandi dans une époque de réaction la plus terrible, a atteint l'âge de maturité dans l'obscurité des prisons, dans la dépression générale, dans une société chargée de fers. Elle n'a pas encore vu de larges organisations populaires, ni de champs ouverts des partis politiques, ni de choc d'opinions et de mouvements intellectuels, d'aucun indice d'une activité libre et d'une vie bouillonnante. Elle n'a pas évolué dans ces conditions et n'a pas respiré d'atmosphère libre.

« Notre jeune génération est enfermée avec la nation tout entière dans une prison de tyrannie sans issue et placée sous la surveillance de barbares ignards; tout chemin lui est coupé, chemin de lumière, de réflexion, de vie, de libre disposition de son être, de libre choix. Elle est refoulée dans la caserne et les « feld-febels » dirigent ses idées et ses actes...

Le devoir de la nouvelle génération est de remplacer la génération précédente, de continuer son œuvre, d'ajouter trésor sur trésor, de monter toujours vers les cimes de l'esprit et de l'activité. Elle l'aura accompli, elle sera la digne héritière du passé, le pont sûr reliant l'avenir, rien qu'avec la lutte, la connaissance et la fidélité au drapeau national. »

CHRONIQUE

GEORGIE

Nous avons reçu de Tiflis la lettre suivante :

Situation générale

Au cours de ces derniers mois, la presque totalité des dirigeants du parti communiste géorgien a subi un terrible coup de force. L'ancien cadre vient d'être balayé. Tous les postes plus ou moins importants dans les appareils du parti ou dans ceux du Gouvernement sont maintenant occupés par des hommes nouveaux. De l'ancienne « cohorte bolcheviste » il ne reste plus que Makharadze, ancien président du Conseil des commissaires du peuple en Géorgie, accusé en 1923 de « philgéorgianisme » mais qui racheta sa faute en trahissant ses anciens camarades : Mdivani, Kavtaradzé, Kvirkélia, Doumbadzé, Tsintsadzé, etc. Tous les autres « vieux bolcheviks », amis intimes de Staline et d'Ordjonikidzé, se trouvent en prison, où ils sont relégués.

Débâcle du parti

Tsintsadzé, ancien président du Guépéou de Géorgie, est relégué en Sibérie où, dit-on, il serait déjà mort. Kavtaradzé, ancien commissaire du peuple aux

Affaires étrangères, est déporté en Russie et enfermé dans une prison de Tiflis et membre du comité central du parti, est exilé au Turkestan; Kartvelichvili, plus connu sous le surnom de « camarade Laurenti », secrétaire du comité central de Transcaucasie, est relevé de son poste et envoyé en Russie pour y occuper un poste insignifiant; Kakhiani, secrétaire du comité central du parti communiste, est déporté au Turkestan; Kvantaliani, ancien président du Guépéou, est déporté en Sibérie.

La forteresse de Metekhi (à Tiflis) regorge de détenus politiques. Leur nombre atteignait, vers le milieu de décembre, 2.500, dont 210 communistes presque tous anciens secrétaires de cellules ou anciens dirigeants de kolkhoz. Au cours de ces derniers trois mois, près de 15.000 hommes dont plus de 1.000 membres du parti communiste, ont été jetés en prison ou envoyés aux travaux forcés, en Sibérie ou au Turkestan.

Motifs des représailles

Tambov; Kvirkélia, commissaire du peuple aux Affaires intérieures, est déporté dans la région transcaspienne; Doumbadzé, président du conseil municipal de

Le parti communiste géorgien est accusé d'« ouklonisme », c'est-à-dire de « déviation de la ligne générale du parti », formule officielle qui ne dit pas grand' chose. En réalité, ce n'est pas un secret que les chefs les plus en vue du parti, après de longues discussions tenues secrètes, décidèrent de proclamer la séparation de la Géorgie d'avec l'Union soviétique. Cette décision a été immédiatement connue à Moscou et aussitôt des mesures furent prises pour écraser dans l'œuf cette audace par trop téméraire.

Actuellement, à la tête du Gouvernement, se trouve Béria, jeune communiste borné et têtue. Il est président du Guépéou, secrétaire du parti communiste de Géorgie, et secrétaire du comité régional de Transcaucasie. C'est lui qui détient tout le pouvoir. Homme de confiance de Staline, il peut porter le titre de vice-dictateur du Caucase.

Les fuyards du Nord

Jamais la Géorgie n'a vu une telle vague de fuyards que cet hiver. Hommes et femmes, vieillards et enfants arrivent à jet continu de l'Ukraine, du Kouban et de la Russie centrale en quête de pain. Les rues de Tiflis, des villes et des villages géorgiens sont remplis de ces bandes étrangères au pays et affamées. Les autorités les chassent comme du bétail et les envoient aux travaux forcés dans les kolkhoz.

AZERBAIDJAN

Le développement des tendances séparatistes dans les différents domaines, notamment dans la question du stockage des céréales, inquiète beaucoup le Gouvernement. Des symptômes de séparatisme peuvent même être observés chez les communistes les plus « fidèles » de Bakou. En Azerbaïdjan, les communistes nationaux ont une tendance à se détacher de l'« Union » en raison du « chauvinisme » de Moscou. Le mouvement des insurgés a révélé un étroit contact, inconnu jusqu'à ce jour entre les communistes nationaux, les komsomols (jeunes communistes) et les insurgés. En Azerbaïdjan, les komsomols, les communistes et les gens de la milice formeraient la base du mouvement insurrectionnel, ce

qui s'explique du fait que les insurgés ont toute possibilité pour se procurer des armes et qu'ils échappent à la surveillance des organes du Guépéou.

**

Des recherches faites ces derniers temps en Azerbaïdjan, au lieu dit « Magnitogorsk », ont permis de constater la présence à Dachkessan de minerai de fer en assez grande abondance. Actuellement, les bolcheviks se proposent d'y construire une importante usine métallurgique. Cette usine s'élèvera dans le voisinage de Gandja.

**

Au tableau noir. — Les paysans d'Azerbaïdjan n'ayant point, dans la plupart des cas, livré le blé que les organisations de stockage exigeaient d'eux, ont vu leurs noms portés au tableau noir. Cette circonstance leur enlève le droit de recevoir les rations de sucre, de pain, de thé, d'étoffes, etc... qui devaient leur revenir. Le journal *Kommounist* écrit que le nombre de ces paysans privés de ce droit s'élève à 47 %. De ce fait, leur situation est des plus critiques.

**

La famine à Bakou. — De Perse on nous signale l'arrivée à Téhéran d'un pharmacien qui a réussi à quitter Bakou et à franchir la frontière soviéto-persane. Des déclarations qu'il a faites il ressort que la famine règne à Bakou. Journallement on compte cinq ou six personnes qui succombent terrassées par la faim. Le nombre de tuberculeux dans la ville ne cesse de grossir, surtout parmi les enfants. A Gandja le typhus sévit dans toute sa rigueur; les médecins sont impuissants pour arrêter le fléau, les médicaments faisant défaut. Au mois de novembre dernier une commission spéciale a été envoyée à Moscou afin d'obtenir la livraison de médicaments, mais force fut de rentrer sans avoir rien obtenu. Un semblable état de choses a produit une vive agitation, même parmi les communistes.

CAUCASE DU NORD

On nous informe qu'une brigade spéciale a effectué la revision du kolkhoz « Zemlerob » dans le rayon de Digor en Ossétie et qu'elle a constaté ce qui suit :

D'après le plan du stockage des céréales, ledit kolkhoz aurait dû livrer à l'Etat 118 quintaux de blé, 3.450 de maïs et 3.080 de pommes de terre, mais au milieu de novembre il n'avait encore livré qu'une partie de maïs et de pommes de terre et pas un seul kilo de blé. La cause en serait que le président du kolkhoz, le vétérinaire dudit kolkhoz, le président et secrétaire du soviet rural du parti et le gérant avaient organisé un « bloc antisoviétique » groupant autour de lui tous les éléments antisoviétiques tout en pratiquant le sabotage. Leur désir de ruiner le kolkhoz était à ce point impératif qu'on promettait aux gens des kolkhoz de les aider à acheter des chevaux et le matériel agricole s'ils se décidaient à quitter ledit kolkhoz. Pour créer une ambiance plus hostile au pouvoir soviétique, ce groupe organisait toutes sortes d'emprunts sous le couvert d'impôts, se livrant à une active propagande contre le stockage en général, mettant tous les malheurs sur le dos de la collectivisation, etc. En un mot ledit groupe serait parvenu à créer dans tout le rayon une atmosphère véritablement antiso-

viétique. A la tête de cette organisation se trouvait certain Abou-Bekir Baïmat. Une enquête est ouverte.

*
**

La *Vladikavkazskaïa Gazeta* publie une ordonnance du comité régional d'Ingouchétie (République des Montagnards du Caucase) de laquelle il ressort que, dans de nombreux rayons, les éléments antisoviétiques et nationalistes voient de jour en jour leurs rangs grossir. Il convient de constater que la carte de membre du parti n'est pas toujours l'indice du dévouement au parti et régime soviétiques. Pour avoir été en contact avec les éléments koulaks et antisoviétiques les personnes suivantes ont été exclues du parti, relevées de leurs fonctions et déférées en justice : MM. Sapraliev Oumar, travailleur régional du parti; Goudaverdov, secrétaire du soviet rural; Osdoev, secrétaire de cellule du parti; Holoukhoev et Aziz Osdoev, présidents de kolkhoz et Tamaskhan, activiste du parti. L'enquête se poursuit.

*
**

La *Groznenskaïa Gazeta* signale que, depuis la parution du décret du Gouvernement soviétique concernant « la garde de la propriété socialiste », c'est-à-dire depuis le 7 août 1932 jusqu'au 1^{er} novembre dernier, les juges de la Tchetchnie (République des Montagnards du Caucase) ont eu à examiner 71 affaires dont voici l'épilogue : 11 inculpés ont été condamnés à être fusillés, 42 à dix ans de prison, 81 à huit ans de prison et 5 à la déportation. Ledit organe estime cependant que la justice a été « trop clémente envers les ennemis du peuple ».

*
**

La *Groznenskaïa Gazeta* manifeste quelque inquiétude au sujet d'informations reçues de l'aoul (village) d'Aslanbek en Tchetchnie. Les kolkhoz de la cellule communiste et le soviet rural lui-même seraient tombés sous l'influence des éléments antisoviétiques locaux. A toutes les mesures édictées par le parti un « sabotage malveillant » a été déclaré. Le président de la cellule du parti, M. Goubkan, et le président du soviet rural, M. Soultan, s'abstinrent par crainte, durant quelque temps, d'en informer les autorités. Il arriva même que les villageois défendirent toute exportation de céréales aux silos de l'Etat, sachant qu'ils ne seraient point obéis, peut-être même auraient-ils été battus. Et lorsqu'il fut proposé par les activistes locaux du parti aux communistes des kolkhoz d'apporter tout au moins quelque chose dans les magasins de l'Etat, ces derniers, tels que Zamkhat, Tchankhat et Betisoultan refusèrent, par crainte de vengeance. Le journal est indigné par l'information du « courageux rabkor » (correspondant ouvrier) auteur du communiqué.

*
**

Le journal de Vladicaucase se plaint de ce que, dans les établissements d'enseignement supérieur du pays tels que dans le Technicum des Mines et de la Métallurgie, dans l'Institut d'Agronomie, etc., les occupations doivent être interrompues par suite des conditions particulièrement défavorables dans lesquelles se trouvent les étudiants. Les locaux d'internat sont dans un état déplorable; les fenêtres ne possèdent qu'un seul cadre, des vitres manquent, point de tables, le plancher est en asphalte, le froid sévit et les locaux sont exigus.

Les deux tiers du temps sont employés à chercher de par la ville les produits indispensables à la nourriture. Il arrive souvent, plus particulièrement à l'Institut agronomique, que les étudiants passent leur temps jusqu'à la nuit très avancée devant les boulangeries pour attendre leur tour d'avoir du pain. Un beau matin les étudiants ne furent point peu surpris de voir une pancarte portant ces mots : « A côté des succès obtenus par le plan quinquennal on aimerait voir ne serait-ce que l'assurance d'avoir du pain. »

*
**

Au cours des dix mois de l'année écoulée, dans le seul rayon d'Octobre, aux entreprises de naphte de Grozno, l'on a compté jusqu'à 668 cas d'avaries. Un tiers de ces avaries sont le résultat de la non application des règlements les plus élémentaires par les ouvriers. Les dégâts se chiffrent par plusieurs millions de roubles; un certain nombre de puits à sondages ont été complètement abandonnés. Des procès démonstratifs ont été organisés. Les journaux constatent avec regret que le mot d'ordre « le bolchevik doit travailler sans donner lieu à des avaries » est loin de recevoir sa justification.

*
**

Le fait d'avoir fait échouer le plan des semailles d'automne et les travaux d'organisation des fonds de céréales a poussé le Comité régional nord-caucasien à opérer l'épuration des organes dirigeants de l'économie agricole de la région. Ont été relevés de leurs fonctions : les secrétaires des Comités de rayon, MM. Kamenev et Kourikhine; les directeurs des Stations de machines et tracteurs, MM. Nikolski et Volkov, et le directeur du sovkhos de grains de Stavropol. Ces fonctionnaires sont accusés de n'avoir pris aucune mesure dans le but de liquider au jour du 15^e anniversaire d'octobre, une situation si anormale, résultat de ce « honteux relâchement ». Leurs remplaçants auront une tâche difficile à remplir; ils auront, dans un délai de quinze jours, à remplir le plan des semailles et de stockage des réserves de grains. A cet effet, ils devront utiliser tous les moyens à leur disposition. Une issue, toutefois, a été trouvée. On a eu recours à l'habituel chantage.

*
**

Sur la demande de la direction du *Sevkavougol*, le professeur Maklinski a donné l'estimation suivante sur les gisements houilliers du Karatchaï (République des Montagnards du Caucase) : les réserves de houille peuvent être estimées à 400 millions de tonnes, s'étendant sur une surface de 2.000 kilomètres carrés. Les couches se rencontrent à la surface, ce qui en permet facilement leur exploitation. Ce charbon pourra être utilisé par le « Combinat » du Karatchaï, par l'usine métallurgique Maklinski, Kabardino-Balkare, et par les chemins de fer.

*
**

Au cours de la séance du présidium du Soviet des nationalités à Moscou, l'ancien président du Conseil des commissaires du Daghestan, M. Korkmassov, a présenté un long rapport sur la latinisation de l'alphabet à l'usage des peuples de l'U.R.S.S. De ce rapport, il ressort que 68 peuples ont adopté cet alphabet; 47 peuples et tribus ne possèdent encore point d'alphabet. Le rapporteur a parlé de la nécessité d'unifier l'écriture des Montagnards du Caucase.

Dans le village de Atchkoï, en Tchetchnie, l'ennemi de classe et des éléments antisoviétiques sont devenus si audacieux qu'ils font de l'agitation contre toutes sortes d'opérations de stockage. L'organisation du parti communiste du village ainsi que les fondés de pouvoir, envoyés du centre administratif ont craint de déferer en justice les agitateurs les plus en vue. Ce recul devant l'ennemi de classe a permis aux éléments antisoviétiques de « lever à ce point la tête » qu'ils ont ouvertement déclaré ce qui suit : « *Mort à celui qui pour plaire au pouvoir soviétique opprimer le peuple et s'emparera de ses biens.* » Ce mot d'ordre n'est pas resté sans effet : certain Ependiev a tué le travailleur zélé du parti et activiste Bazguiev. L'agitation règne dans toute la Tchetchnie.

UKRAINE

Une journée française consacrée à l'Ukraine, au Caucase et au Turkestan

Le Comité France-Orient a organisé, le 5 décembre, au cercle d'Iéna, une journée consacrée à l'Ukraine, au Caucase et au Turkestan.

Après une réunion du Comité on servit un déjeuner de soixante couverts. Au dessert, M. Le Nail, président du Comité, ancien député-questeur, délégué de la France à la S.D.N., a prononcé une allocution. Après avoir rendu hommage à la mémoire du général Viet, membre du Comité, l'orateur, s'adressant à M. Choulguine, président de la Mission ukrainienne en France, et à M. Tchenkeli, ministre de Géorgie, assis tous deux à ses côtés, prononça les paroles suivantes : « Avec vous l'Azerbaïdjan, le Caucase du Nord et le Turkestan s'étonnent douloureusement d'un événement diplomatique qui marque un avantage pour les oppresseurs de leurs nationalités. A cours de la discussion de ce matin, nous avons posément étudié la situation et conclu qu'il ne convenait point de rien pousser au noir. La France, pas plus demain qu'hier, ne peut, ni ne veut manquer à sa tradition d'hospitalité et de générosité envers ceux qui attendent encore l'heure de la liberté. »

Le président a terminé son éloquent discours par ces mots encourageants : « Ukrainiens, Géorgiens, Montagnards du Caucase, Azerbaïdjanais, Turkestanais, vous gardez toutes les sympathies de la France, que votre cœur ne défaille point ! Dans votre tenace aspiration vers la liberté, vous portez un seul et même nom — il veut dire Espérance. »

M. Tchenkeli, ministre de Géorgie, répondit à ces paroles très applaudies en remerciant chaleureusement le président ainsi que M. Abdon Boisson, délégué fondateur du Comité, initiateur de cette belle fête qui donne la possibilité aux représentants de l'Ukraine, du Caucase et du Turkestan de présenter au public français leurs peuples avec leurs mœurs particulières et leur culture nationale.

Les Caucasiens, les Turkestanais et les Ukrainiens étaient également représentés par les chefs de leurs colonies respectives.

La conférence fut suivie d'un concert ethnique, où on exécuta les chants, la musique et les danses populaires du Caucase et de l'Ukraine.

La crise du ravitaillement en Ukraine et dans les autres parties de l'U.R.S.S.

La crise du ravitaillement prend des proportions de plus en plus menaçantes en Ukraine. Elle inquiète beaucoup les dirigeants soviétiques et atteint les autres parties de l'Union, se faisant sentir également à Moscou.

Les communistes eux-mêmes se dressent contre les procédés du gouvernement, qui ont suscité une crise pareille. On y voit la cause principale dans le plan quinquennal qui a épuisé les forces vitales du pays.

D'après le correspondant du *Daily Mail* les ouvriers boycottent le plan industriel du gouvernement et des milliers d'entre eux sont en grève actuel-

lement à Moscou. Le même correspondant constate que, dans les milieux gouvernementaux, le mécontentement contre Staline augmente toujours et que le régime traverse une crise très grave.

Le ministre faisait ainsi allusion à l'exposition ethnographique qui venait d'être inaugurée dans les salles du cercle d'Iéna.

A 3 heures eut lieu dans la grande salle du cercle une conférence de M. Alexandre Choulguine. Le président du Comité présenta l'orateur qui commença ainsi son discours :

« Vous avez prononcé des paroles, Monsieur le Président, à l'heure où nous avons éprouvé quelques amertumes bien naturelles. Mais aucun acte politique, même s'il avait une réelle importance, ne peut changer les sentiments profonds qui existent entre les peuples : ainsi nous sommes profondément reconnaissants à la France pour l'hospitalité que nous y avons connue et tout particulièrement dans le Comité France-Orient. Nous n'oublions pas que la tradition de la France consiste toujours à soutenir une cause juste, surtout une cause de libération de peuples opprimés. C'est pour cela que nous restons fidèles à notre amitié traditionnelle et sincère envers la France. » (*Applaudissements.*)

Après avoir jeté un regard rapide sur l'histoire de la fondation de l'empire russe et sur la vie des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine, l'orateur conclut ainsi :

« L'Ukraine, le Caucase et le Turkestan ont bien marqué la volonté de fonder leurs Etats indépendants. Ces trois pays contiennent une population qui dépasse 60 millions d'âmes. C'est donc une force importante par son nombre et la volonté qu'anime ces peuples ; c'est un élément politique que personne ne doit ignorer. »

« Nous, les peuples opprimés, surtout après les longues années de domination de la Moscovie rouge, avons bien compris qu'il n'y avait qu'une solution à prendre : *établir entre nous et la Moscovie une frontière politique.* Il faut se préserver contre toutes les maladies russes. Après les grandes promesses de la révolution et la triste réalité, *personne ne croit plus à la possibilité d'une Fédération avec la Russie. Il ne reste qu'une solution : l'indépendance. En la défendant, nous sommes les adversaires résolus de tout impérialisme moscovite. Mais notre hostilité envers le peuple russe cessera immédiatement le jour où il acceptera de vivre avec nous en bon voisinage, reconnaissant nos Etats respectifs comme des Etats libres et indépendants.*

« Quand on prétend que les gouvernements légaux des pays occupés par les Soviets réclament une intervention contre leurs agresseurs c'est un simple mensonge. Dans notre lutte pour la liberté et la démocratie nous ne comptons que sur nos propres forces, sur les forces de nos peuples opprimés, qui unissent tous leurs efforts pour atteindre le même idéal : la liberté. Nous ne demandons aucune intervention, mais nous ne réclamons aux peuples libres qu'une chose :

« *Au moment de notre lutte, au moment où on nous prend à la gorge, ne prêtez pas votre main à ceux qui nous étouffent. Laissez-nous à notre propre sort, à notre destinée.* »

Plus de trois cents personnes étaient présentes à la conférence ; on y remarquait, outre le président M. Le Nail, M. Albon Boisson, le comte de la Roche-Agmon, M. Cosnard et autres membres du Comité ; les amiraux P.-E. Guépratte et Mornet, le général Henrys, M. Charlot, ministre de France ; le marquis de Magallon, Fernand Mazade, M. Roussin, ministre de France ; le marquis de Montferrier et autres.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

E5114E
1933